ASSEMBLÉE NATIONALE

21 septembre 2017

SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME - (N° 164)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 389

présenté par

Mme Brenier, M. Benoit, M. Bournazel, M. Christophe, M. Dunoyer, M. Favennec Becot,
M. Gomès, M. Lagarde, M. Ledoux, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, M. Polutele,
M. Vercamer et M. Warsmann

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4 QUINQUIES, insérer l'article suivant:**

L'article 15-4 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa du I est ainsi rédigé :

« L'autorisation est délivrée nominativement par le responsable hiérarchique direct du fonctionnaire pour la durée et selon les modalités définies par décret, statuant par une décision motivée. »

2° Au troisième alinéa du I, les mots : « service ou unité d'affectation » sont remplacés par les mots : « corps d'appartenance » ;

3° Au deuxième alinéa du IV, après le mot : « violences », sont insérés les mots : « ou menaces ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à faciliter la procédure d'anonymisation pour les fonctionnaires, notamment de la police judiciaire, amenés à travailler sur des procédures de lutte contre le terrorisme.